



## ***La lettre de la sénatrice***

*Jeudi 19 juin 2025*

*Lettre d'information bimensuelle n°81*

Mesdames, Messieurs,  
Cher(e)s collègues,

Le 11 juin dernier, les trois groupes de gauche du Sénat se sont réunis pour porter ensemble une alternative au cadre budgétaire annoncé par le Gouvernement. Nous avons adopté une déclaration commune autour de cinq exigences fortes : la justice fiscale, le refus d'un impôt injuste sur la consommation, une lecture honnête de la dépense publique, un plan d'investissement dans les services publics, et une planification écologique ambitieuse. Ce sont des repères fondamentaux pour redonner sens et cohérence à l'action publique.

Alors qu'une récente étude établit qu'entre 2008 et 2026, le nombre moyen annuel de démissions de maires a été multiplié par quatre, signe alarmant de la fragilisation croissante de la fonction, le rôle du Sénat est de faire entendre la voix des territoires, de défendre la proximité, la solidarité, et l'égalité entre toutes et tous.

J'ai également voté pour la proposition de loi issue des travaux de l'économiste Gabriel Zucman visant à instaurer un prélèvement plancher de 2 % sur les très grandes fortunes, examinée la semaine dernière au Sénat. Il s'agit là d'un signal fort pour financer nos politiques publiques, nous devons pouvoir compter sur une contribution équitable de tous. Cette démarche n'est pas punitive et elle est nécessaire pour répondre aux besoins de la société dans son ensemble. La richesse naît du travail collectif et doit revenir là

où elle est utile, à savoir dans nos hôpitaux, notre système éducatif, nos infrastructures publiques.

Par ailleurs, je me suis inquiétée, comme nombre d'élus et de professionnels, de la suspension brutale du dispositif MaPrimeRénov'. Sous la pression, le Gouvernement a dû revoir sa copie pour décider finalement de la maintenir pour les travaux isolés. Je serai attentive à sa mise en œuvre car la rénovation thermique des logements reste un levier essentiel de la transition écologique et de soutien à l'emploi local. C'est pourquoi je défends avec mon groupe parlementaire la mise en place d'un véritable service public de la rénovation thermique, garant d'une politique à la fois ambitieuse sur le plan écologique et juste socialement.

Dans ce contexte national et international particulièrement tendu, mon action parlementaire demeure guidée par les réalités de notre territoire et je reste, comme toujours, pleinement disponible pour échanger avec vous.

Vous pouvez compter sur ma disponibilité et ma mobilisation pour faire entendre vos préoccupations et porter vos voix au Sénat.

Bonne lecture,

Bien chaleureusement,

**Marie-Claude VARAILLAS**

**SENAT**

**Le Sénat adopte une loi pour encadrer la mode ultra-éphémère**



*Mardi 10 juin, avait lieu un vote solennel sur la proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile.*

Un texte attendu face à l'explosion du phénomène de la « fast-fashion », incarné par des plateformes comme Shein ou Temu, qui inondent nos marchés de vêtements à bas coût, produits dans des conditions sociales et écologiques inacceptables.

J'ai tenu à rappeler dans l'hémicycle l'ampleur de cette dérive : « L'exploitation exacerbée de notre planète ne peut se faire sans une exploitation tout aussi exacerbée des travailleuses et travailleurs. »

Ce texte, s'il reste perfectible, constitue une étape importante. Il interdit la publicité pour la mode ultra-éphémère, impose un affichage environnemental, renforce les écocontributions, et encadre la promotion par les influenceurs. J'ai défendu l'idée que les droits humains soient également pris en compte dans ce système de bonus-malus. Cela n'a pas été retenu, mais le débat est désormais ouvert.

Fidèle à ses engagements pour une transition écologique juste, notre groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky a voté pour ce texte. Notre objectif doit rester clair : acheter moins, mais acheter mieux avec des salaires décents, dans le respect de l'humain et de la planète.

[Voir mon intervention](#)

---

**Garantir une solution d'assurance  
aux collectivités territoriales : une**

# fausse bonne nouvelle



*Le 12 juin dernier, le Sénat examinait une proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance aux collectivités territoriales.*

Ce texte, porté par le sénateur Jean-François Husson, entend répondre aux difficultés croissantes des communes pour s'assurer, notamment en cas d'émeutes, désormais couvertes par un fonds dédié inspiré du modèle des catastrophes naturelles.

S'il prévoit quelques avancées — comme la médiation en cas de litige ou un accompagnement pour les collectivités non assurées — le texte impose aussi une franchise obligatoire sur tous les contrats dommages aux biens, et élargit l'assiette des cotisations pour financer cette couverture via un fonds abondé par tous les assurés. Une solution qui reste avant tout favorable aux assureurs.

Le groupe CRCE-K s'est donc abstenu. Nous avons dénoncé un texte qui s'inscrit encore une fois, en réaction d'un événement, centré sur les émeutes, qui ne traite pas du véritable enjeu : la protection universelle et effective du patrimoine public local.

Aujourd'hui, des pans entiers comme les stades ou les cimetières restent sans couverture, même en cas de catastrophe naturelle. Ce texte ne répond pas à cette urgence. Il organise une nouvelle contribution des communes... pour préserver la rentabilité du secteur assurantiel.

---

## Impôt plancher de 2% sur le patrimoine des ultra-riches



*Jeudi 12 juin, la majorité sénatoriale a rejeté la proposition de loi visant à instaurer un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des contribuables les plus fortunés, ceux dont le patrimoine excède 100 millions d'euros.*

Ce texte, inspiré des travaux de l'économiste Gabriel Zucman, visait à corriger une injustice fiscale majeure : aujourd'hui, les 1 800 foyers fiscaux les plus riches de France paient proportionnellement moins d'impôts que la moyenne des Français.

Dans un contexte budgétaire tendu, où le gouvernement cherche 40 milliards d'euros d'économies, cette contribution aurait pu rapporter jusqu'à 25 milliards d'euros pour le budget de l'État. Elle aurait permis de contribuer au financement des services publics, de la transition écologique ou encore de la relance de la construction de logements.

Mon groupe parlementaire a soutenu cette proposition de loi, car nous estimons que l'impôt est un outil de solidarité nationale. Dans un pays où les inégalités de patrimoine explosent - les 1 % les plus riches détiennent désormais 25 % de la richesse nationale - il est légitime que les grandes fortunes participent davantage à l'effort collectif.

Comme l'a rappelé mon collègue Pascal Savoldelli: « À force de protéger l'exception, vous êtes en train de normaliser l'injustice. » Refuser de taxer davantage ceux qui peuvent le plus contribuer revient à faire peser le poids des efforts sur les classes moyennes et populaires, qui peinent à s'en sortir. C'est une question de justice fiscale, mais aussi de cohésion sociale et de démocratie.

Je continuerai à défendre un impôt juste où chacun contribue selon ses capacités.

---

## **PPL Renforcer la protection des ressources en eau potable**



*Jeudi 12 juin, j'ai voté en faveur de la proposition de loi portée par ma collègue Florence Blatrix Contat pour renforcer la protection de nos ressources en eau potable face aux pollutions diffuses.*

Dans un contexte de sécheresses récurrentes, d'inondations destructrices et de pollutions croissantes. Ce texte propose notamment d'interdire progressivement l'usage et le stockage de produits phytosanitaires dans les zones de captage, pour éviter la contamination des eaux en amont.

En Dordogne, ce texte entre en résonance avec les préoccupations des habitants et les efforts déjà engagés par les collectivités et les syndicats des eaux. **Il aurait aussi le mérite de soulager les finances locales, aujourd'hui contraintes de traiter une eau contaminée à grands frais, une charge qui pèse in fine sur les usagers.** Mon groupe a voté pour ce texte, en cohérence avec notre attachement au droit à une eau saine, accessible et durable pour tous.

## J'interroge le Gouvernement

- Soutien aux aides à l'agriculture biologique : [ici](#)
- Financement de la « prime Ségur » aux centres d'information sur les droits des femmes et des familles: [ici](#).
- Dysfonctionnements persistants de la responsabilité élargie du producteur dans le bâtiment et inquiétudes des entreprises du secteur : [ici](#).

Retrouvez toutes mes questions écrites : [ici](#).

## CIRCONSCRIPTION

### SARLAT - Réhabiliter le bâti industriel en studios de cinéma



*Aux côtés de ma collègue sénatrice de Gironde Monique de Marco, membre de la commission culture au Sénat, et de Jean-Jacques de Peretti, maire de Sarlat, j'ai visité les anciens locaux de France Tabac, dont une partie est appelée à être transformée en studios de cinéma d'ici 2028.*

Sur un site de 21 000 m<sup>2</sup>, devraient être créés : des studios de tournage, une recyclerie/ressourcerie unique en France pour les décors de tournage, et un centre de formation aux différents métiers techniques du cinéma.

**Porté avec détermination par l'association Ciné Passion en Périgord, et soutenu par les collectivités territoriales (Région, Département, Semitour, Communauté de communes et commune) ainsi que le réseau régional de recycleries, ce projet artistique innovant valorise la réhabilitation d'un site industriel à l'heure des objectifs du ZAN.**

Une candidature à l'appel à projets France 2030 a été déposée pour accompagner cette dynamique, dans un département qui accueille déjà plus de 100 jours de tournage nationaux et internationaux par an.

---

## Cérémonie d'hommage à Michaël Brézault, sapeur-pompier décédé en exercice



*Une cérémonie émouvante s'est tenue ce 7 juin, en hommage au sapeur-pompier professionnel Michaël Brézault, tragiquement décédé lors d'un exercice de sauvetage en milieu périlleux le 3 juin dernier.*

Famille, collègues, autorités locales, élus et habitants se sont rassemblés pour saluer la mémoire de cet homme engagé, dont le dévouement et le courage

ont été salués unanimement. Michaël Brézault exerçait depuis 19 ans et était rattaché au CIS de Bergerac.

Ce drame nous rappelle, une fois encore, les risques immenses que prennent chaque jour nos sapeurs-pompiers, volontaires et professionnels, afin de protéger les vies humaines et intervenir face aux catastrophes.

---

## Fête de la paix à la Plaine de Lamoura



*Le samedi 7 juin, j'ai participé à la première édition de la Fête pour la paix, organisée à la plaine de Lamoura à Boulazac-Isle-Manoire. Cette initiative, portée par la Fédération de la Dordogne du PCF, a rassemblé une vingtaine d'associations humanistes autour d'un objectif commun : rappeler que la paix n'est jamais acquise et qu'elle exige l'engagement de toutes et tous.*

Dans un contexte mondial marqué par la résurgence des guerres, des tensions géopolitiques, et des atteintes aux droits humains, cette journée a été l'occasion de faire vivre le débat citoyen, de croiser les voix et les expériences. Aux côtés de la Ligue des droits de l'Homme, Amnesty International, du Mouvement de la Paix, du Secours populaire ou encore du comité Dordogne Palestine, **nous avons rappelé que la paix ne se décrète pas, elle se construit par le dialogue, la culture, la solidarité.**

Cette fête, à la fois conviviale, militante et populaire, a démontré une chose : notre territoire n'est pas à l'écart des grands combats du monde. En

Dordogne, comme ailleurs, des citoyens s'engagent pour dire non à l'indifférence, à la guerre, et oui à la solidarité internationale, à la dignité humaine et à la justice.

Je tiens à saluer les organisateurs, les bénévoles, les artistes, les associations et toutes celles et ceux qui ont fait de cette première édition une réussite. **Leur mobilisation est un signal fort, dans un monde troublé, pour rappeler que la paix est une exigence vitale à défendre chaque jour, ici comme ailleurs.**

---

## Alimentation générale : quand cuisine, culture et lien social se rencontrent



*Le 12 juin, j'étais aux côtés de l'association « La Gare Mondiale » à Bergerac afin qu'ils me présentent leurs actions, et notamment leur initiative "Alimentation générale », en lien avec la proposition de résolution que j'ai déposée au Sénat sur le droit à l'alimentation.*

Marine Chaugier, la directrice, et Clément Fahy m'ont présenté leur local, situé au coeur du quartier Jean Moulin. À travers la confection de repas, la brigade d'Ali y favorise la cohésion sociale et le vivre-ensemble. **Ce lieu se veut intergénérationnel et interculturel, grâce à diverses activités : cuisine, couture, lecture, jardin partagé...**

Nous avons également visité les locaux de la Gare Mondiale, dans le quartier de La Catte ; Un espace de production pour les artistes, de représentation mais aussi d'éducation artistique et culturelle pour les plus jeunes, accueillant notamment les options théâtre et danse du lycée général Maine de Biran à Bergerac.

Ces initiatives qui mêlent social, culturel, artistique et éducatif méritent d'être soutenues. Encore plus dans un contexte financier où l'État réduit drastiquement le budget de la culture.

---

## Inaugurations à Saint Front de Pradoux



*À Saint-Front-de-Pradoux, aux côtés du maire Pierre-André Cruzille, de son équipe et de nombreux élus, j'ai salué l'aboutissement de plusieurs projets structurants ce 13 juin :*

- Le réaménagement et la végétalisation de la place de la Treille, qui viennent valoriser la boucherie, la boulangerie ainsi que le bar/tabac/presse
- La rénovation du presbytère classé
- L'amélioration du stationnement devant la mairie

Ces réalisations sont le fruit d'un engagement collectif remarquable : État, collectivités, Agence de l'Eau, Fondation du Patrimoine.

Derrière ces chantiers, une détermination constante pour nos communes rurales : offrir un cadre de vie fonctionnel et vivant. Dans un contexte financier

national nécessitant, selon le Premier ministre, de dégager 40 milliards d'euros d'économies, il est à craindre une baisse des dotations aux communes. **Elles sont pourtant au cœur des transitions démographiques, économiques, écologiques, sociales en cours. C'est pourquoi, je poursuis mon engagement au Sénat pour défendre cet échelon et faire reconnaître son rôle essentiel dans le maillage républicain.**

---

## **Saint-Amand-de-Vergt : Inauguration de l'aménagement de la place de la mairie et de la sécurisation de la traversée du bourg**



*Le même jour, j'ai eu le plaisir de participer à une nouvelle étape dans la transformation du cœur de bourg de Saint-Amand-de-Vergt aux côtés de nombreux maires, élus voisins, mes collègues conseillers départementaux, Jacques Auzou, président du Grand Périgueux, ainsi que le représentant de l'État Nicolas Dufaud.*

Après la rénovation de la mairie en septembre 2023, de la salle des fêtes et du centre de loisirs, c'est désormais la place de la mairie et le carrefour principal qui ont été requalifiés, pour offrir plus de sécurité, de confort et de qualité de vie aux habitantes et habitants.

**Des aménagements qui valorisent les espaces publics et contribuent à une ruralité vivante et engagée dans la transition écologique.**

Bravo au maire Jean-Luc Mallet, son équipe municipale, les agents, les entreprises, ainsi que tous les partenaires de ce beau projet. Lors de ma prise de parole, j'ai réaffirmé **mon engagement à défendre au Sénat les communes rurales, et leur garantir les moyens d'agir**. Parce que ce sont elles, bien souvent, qui innovent et qui construisent concrètement l'avenir de nos territoires.

## Dernières propositions de loi et de résolution du groupe CRCE-K : [ici](#).

Marie-Claude Varailles  
Espace Aragon  
1 Pl. du 08 Mai 1945  
24000 Périgueux  
[mc.varailles@senat.fr](mailto:mc.varailles@senat.fr)  
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }} Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailles.

[Se désinscrire](#)

